



Un environnement pour le bien-être : solutions pour sortir de la pauvreté

Messages politiques du programme ESPA



À propos de l'ESPA

Le programme de services écosystémiques pour la réduction de la pauvreté (Ecosystem Services for Poverty Alleviation, ESPA) est un programme de recherche pluridisciplinaire mondial qui vise à donner aux décideurs politiques et aux utilisateurs des ressources naturelles, les preuves dont ils ont besoin pour adopter une gestion plus durable de l'écosystème et réduire efficacement la pauvreté. Les services environnementaux contribuent à la société : ils couvrent tous ses aspects, des écoulements d'eau douce et de la qualité du sol à la productivité de la pêche en passant par la régulation du climat, sans oublier les valeurs culturelles et spirituelles.

Le gouvernement du Royaume-Uni a créé le programme de recherche ESPA en 2010. Il s'est donné pour mission de répondre à des questions comme : les services environnementaux fournissent-ils des filets de sécurité aux personnes touchées par la pauvreté ? Les services environnementaux peuvent-ils aider les personnes vulnérables à diversifier leurs moyens de subsistance et améliorer d'autres aspects de leur bien-être physique et mental ? De quelle manière les biens et services environnementaux devraient-ils être hiérarchisés en termes de priorité dans le développement, et comment peuvent-ils contribuer à la croissance durable des pays en voie de développement et des économies émergentes ? Existe-t-il des limites et des seuils biophysiques locaux et régionaux qui ne peuvent être évités et comment peut-on les identifier ?

Huit années après sa création, le programme ESPA n'a jamais été aussi opportun et pertinent. Tandis qu'il parvient à son terme en 2018, ce résumé apporte les messages clés des recherches de l'ESPA. Ces messages sont destinés aux décideurs politiques et aux gestionnaires des ressources naturelles du monde entier, pour appuyer les décisions et créer un monde plus équitable et plus juste, un environnement plus sain pour les générations actuelles et futures.

Une version plus longue de ce rapport (44 pages, en anglais), qui renvoie aux documents sources associés et à d'autres produits du programme ESPA, ainsi que des versions du présent résumé en bengali, anglais, hindi, espagnol et portugais sont disponibles sur le site web : www.espa.ac.uk

Le présent document a été produit pour le programme de services écosystémiques pour la réduction de la pauvreté (ESPA). L'ESPA est un programme financé par le ministère britannique du Développement international (DFID), le Conseil de la recherche économique et sociale (ESRC) et le Conseil de recherche sur l'environnement naturel (NERC). L'ESPA est mis en œuvre par Research into Results Ltd, une filiale à 100 % de l'université d'Édimbourg, qui a pour mission de produire des services de recherche et de gestion de projet dans le domaine du développement international.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne représentent pas forcément celles du programme ESPA, de Research into Results, de l'université d'Édimbourg, d'autres partenaires de la direction d'ESPA, de NERC, d'ESRC ou du DFID.

Ces travaux sont autorisés en vertu d'une licence internationale 4.0 de Creative Commons Attribution.



© 2018. Research into Results, une filiale à 100 % de l'université d'Édimbourg.

ESPA (2018) *Un environnement pour le bien-être : solutions pour sortir de la pauvreté – Messages politiques du programme ESPA. Résumé.* Édimbourg : Ecosystem Services for Poverty Alleviation.

Photographie de couverture : Bartosz Hadyniak/istockphoto.com

Toutes les autres photographies : p. 1: Mairi Dupar/ESPA; p. 3: SPDA; p. 10: Popova Marina/Shutterstock.com

Rédaction, conception graphique et mise en page : Green Ink (www.greenink.co.uk)



Résumé

Le rôle de l'environnement au service des vies humaines et du bien-être

Les chercheurs de l'ESPA tirent la sonnette d'alarme et donnent des preuves détaillées montrant que dans certaines régions, l'environnement naturel est dans un état de dégradation tel qu'il ne parvient pas à fournir certaines des fonctions essentielles à la survie et au bien-être humains. Dans certaines régions, comme au lac Erhai en Chine, cette dégradation peut être décrite comme un effondrement de l'écosystème. Dans d'autres endroits, dont certains couvrent des centaines de kilomètres carrés comme les deltas tropicaux, les écosystèmes sont en voie de devenir des « zones dangereuses » qui vont nécessiter des mesures actives pour éviter l'effondrement écologique et protéger les vies humaines. L'un de ces lieux est le grand delta du Gange-Brahmapoutre-Meghna, où vivent 40 millions d'habitants.

L'impact des décisions liées à l'environnement sur les personnes dépendantes des ressources

Le principal message des recherches de l'ESPA est que les politiques et programmes qui utilisent les ressources environnementales auront inévitablement des implications sur le bien-être humain et risquent même d'avoir un coût humain caché à moins de réaliser les évaluations et d'appliquer les précautions voulues. Ces implications et tous les coûts humains potentiels doivent être bien compris et explicitement abordés au travers de processus démocratiques ouverts et justes.

Les recherches de l'ESPA sont parties du principe explicite ou tacite que les membres de la société doivent se mettre d'accord sur les fondations sociales minimums nécessaires afin de créer un « espace sûr et juste »¹ pour pouvoir vivre au sein des limites planétaires^{2,3}. Cela signifie : gérer les ressources environnementales de manière à éviter les hauts risques de changements environnementaux irréversibles, éviter les préjudices à l'encontre des groupes sociaux vulnérables vivant dans la pauvreté, et travailler pour garantir que les interventions environnementales et de développement sortent les personnes vulnérables de la pauvreté.

Les recherches de l'ESPA montrent que les architectes des politiques et des programmes de développement qui ont accès aux ressources environnementales et les utilisent sont pour la plupart incapables d'envisager la manière dont ces interventions vont affecter les personnes les plus vulnérables de la société et celles qui dépendent des ressources naturelles. C'est également le cas des politiques et programmes qui ont comme objectif



Le principal message des recherches de l'ESPA est que les politiques et les programmes qui utilisent les ressources environnementales auront inévitablement des implications sur le bien-être humain et risquent même d'avoir un coût humain caché à moins de réaliser les évaluations et d'appliquer les précautions voulues. Ces implications et tous les coûts humains potentiels doivent être bien compris et explicitement abordés au travers de processus démocratiques ouverts et justes.

premier la conservation de l'environnement, comme les projets sur les zones protégées et de séquestration du carbone, ainsi que les interventions qui donnent la priorité au développement.

L'une des questions particulièrement importantes est que l'intensification de l'utilisation des terres destinée à augmenter les rendements de nourriture et de fibres, contrairement aux attentes, a souvent eu des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire et les revenus, notamment des personnes pauvres. Dans bien des cas, les intensifications d'utilisation des terres se font au détriment des services environnementaux qui régulent l'environnement et maintiennent sa santé ainsi que le bien-être humain.

Les décideurs politiques doivent impérativement identifier dans des localités spécifiques, de quelle manière les services fournis par l'environnement contribuent à la vie et au bien-être des habitants, de façon à ce que ces bénéfices ne soient pas involontairement érodés ou détruits. Les recherches de l'ESPA mènent à la conclusion que les décideurs politiques doivent impérativement examiner les besoins des personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées de la société lorsqu'ils conçoivent et déploient des politiques et des programmes basés sur les ressources environnementales.

La bonne nouvelle est que les interventions qui sont bien pensées peuvent récompenser les habitants pour des actions qui vont en même temps (a) produire des bénéfices environnementaux (qui s'accumulent sur le plan local régional et mondial à tous les niveaux) et (b) augmenter les flux de bénéfices sociaux, culturels et économiques pour les personnes locales.

L'élément fondamental dans ce résultat est la priorité sur le « bien-être » que propose l'ESPA : les personnes locales qui dépendent des ressources naturelles risquent d'apprécier différemment les ressources environnementales que les parties externes (voir Encadré 1).

Encadré 1 : gros plan sur le bien-être

Au cours de la dernière décennie, on a constaté une « explosion d'initiatives destinées à conceptualiser et mesurer le bien-être humain et à être mises en pratique dans la recherche universitaire et dans les politiques. »⁴ Le travail de l'ESPA souligne que les groupes sociaux (hommes et femmes, jeunes et aînés, groupes ethniques, riches et pauvres) utilisent et apprécient les ressources environnementales de manière différente. Leurs besoins doivent être reconnus dans les décisions. Le bien-être est un phénomène dynamique et multidimensionnel qui englobe des aspects objectifs, subjectifs, et relationnels.⁵

Bien que la pauvreté soit traditionnellement mesurée en fonction des revenus des ménages et des moyens de subsistance, des mesures plus sophistiquées ont été adoptées comme l'Indice de développement humain et plus récemment, l'Indice de pauvreté multidimensionnelle, qui reflètent les données sur l'éducation, la santé et d'autres aspects du niveau de vie des populations. Les études de l'ESPA ont utilisé ces mesures ainsi que d'autres encore plus sophistiquées. Par exemple, un Indice du bien-être exprimé par les personnes du monde est l'une des méthodes appliquées par les chercheurs de l'ESPA pour permettre aux membres des populations d'exprimer comment elles estiment avoir été touchées par les programmes de conservation environnementale (selon leurs propres mots et en faisant appel à des dimensions multiples du bien-être). Cet indice a été utilisé à Madagascar, où l'on a demandé aux participants de nommer les cinq domaines les plus importants de leur qualité de vie, d'évaluer leur expérience dans chaque domaine et de classer ces domaines par ordre d'importance.



Il existe de nombreux outils de soutien à la prise de décision et à la gestion ainsi que des cadres pour aider les décideurs politiques à identifier ces considérations et négocier des choix mieux informés. Vous trouverez des exemples de ces outils et cadres dans la version plus longue du présent rapport et sur notre site web, www.espa.ac.uk.

De la même manière, bien que certaines interventions liées à l'environnement puissent s'avérer créer des compromis irréconciliables, les outils et les cadres fournissent une base pour prendre des décisions plus robustes. Ils permettent en effet d'identifier ces compromis de manière explicite, fournissant ainsi une base de discussion ouverte et la possibilité de dédommager de manière équitable ceux qui en font les frais.

Compte tenu des données plus abondantes prouvant que les inégalités jouent un rôle dans le maintien des personnes en état de pauvreté, à savoir qu'elles n'ont aucune voix dans les décisions concernant les ressources naturelles et que la façon dont les bénéfices de ces ressources sont distribués est totalement inégale, l'ESPA a branché le projecteur sur le besoin d'approches équitables basées sur les droits (voir Encadré 2).

Sachant l'état critique de nombreuses ressources environnementales dans nombre de pays et régions sous-nationales étudiés par l'ESPA, il est clair que le travail nécessaire pour s'attaquer à ces questions va s'avérer difficile et complexe et que les enjeux sont énormes. Il faut se garder de tout optimisme excessif. Il est nécessaire d'investir dans un suivi de la santé écologique et du bien-être humain en continu, et de tirer les leçons des réussites comme des erreurs commises.⁶

Encadré 2 : l'égalité et la justice sont des questions environnementales

Un cadre de justice environnementale qui englobe la reconnaissance, les aspects de procédure et de distribution représente une approche large pour comprendre les perspectives diverses sur la gestion et le changement environnemental. Il souligne comment les coûts et les bénéfices des décisions environnementales sont perçus dans la société, et la manière dont les différents groupes sociaux accordent de l'importance à l'environnement. Cette approche permet bien de montrer la nature et la portée des compromis, et de faire valoir les opinions des acteurs pauvres et marginalisés, qui sont souvent sous-représentés dans les cadres de gestion environnementale classiques.

Bien que l'égalité soit plus fréquemment mentionnée dans les politiques, dans la pratique, elle est rarement atteinte, surtout parmi les membres les plus démunis des populations et parmi les minorités culturelles. Le programme de l'ESPA et d'autres sont parvenus à développer des principes et à décrire les caractéristiques des systèmes de gouvernance équitables qui peuvent souligner les "coûts cachés" des interventions environnementales et aider à résoudre les arbitrages.⁷

Recommandations pour une prise de décisions bien informées et justes concernant les ressources environnementales

- 1. Les décideurs politiques doivent identifier les coûts « cachés » qui risquent d'affecter les personnes les plus pauvres de la société**, tout comme les compromis des programmes et des politiques qui ont accès aux ressources environnementales et les utilisent, de façon à ce que les personnes les plus vulnérables ne soient pas laissées involontairement dans une situation pire. Les évaluations des impacts environnementaux et sociaux appliquées aux interventions de développement et aux programmes de conservation environnementale sont souvent inadéquates. Elles doivent prendre en compte les dépendances des personnes locales vis-à-vis de l'environnement naturel. Elles doivent prendre en compte les impacts possibles lorsque l'accès aux ressources environnementales et leur utilisation par les personnes locales se trouvent restreints. En explicitant ces coûts, les projets et programmes risquent d'être rejetés si l'on considère qu'ils portent préjudice aux habitants. Ou bien ils pourront faire l'objet d'un remaniement complet afin de bénéficier efficacement aux personnes pauvres des zones en question.
- 2. Les méthodes de découverte et de création communes de connaissances peuvent aider à identifier les dépendances vis-à-vis des ressources naturelles ainsi que les compromis**, surtout au cours des processus locaux et régionaux (même si des mesures de substitution peuvent être trouvées dans les décisions à l'échelle mondiale). Une bonne compréhension des liens entre les systèmes humains et écologiques exige une alliance des connaissances scientifiques et des connaissances locales de la réalité pratique des personnes concernées par les décisions environnementales. Dans l'idéal, les « consommateurs » de la base de connaissances sur lesquelles les décisions sont prises deviennent des coproducteurs actifs de ce pool de connaissances.
- 3. Après avoir identifié les compromis, les décideurs politiques doivent délibérément gérer ces interventions de façon à éviter les préjudices et apporter des bénéfices aux plus pauvres.** Même si toutes les solutions ont besoin d'être pertinentes sur le plan national et local, les recherches de l'ESPA soulignent néanmoins un ensemble de principes clés d'application universelle pour une gouvernance et une gestion saines de l'environnement. En appliquant ces principes, on garantira que les coûts et les compromis sont identifiés et gérés de manière à ne pas porter préjudice aux plus pauvres, mais au contraire, à les aider.



4. Les principes clés pour concevoir et gérer l'utilisation des ressources environnementales sont les suivants :
- i. **Reconnaître et accorder des droits** : les personnes locales concernées ont besoin de droits statutaires leur permettant d'accéder à, de gérer et de régir les ressources environnementales. Parmi ceux-ci, les droits fonciers officiellement reconnus font partie des droits les plus importants. L'inégalité des droits fonciers entre les femmes et les hommes demeure l'une des injustices les plus persistantes. Toutefois, l'inégalité des droits entre tous les groupes sociaux a également besoin d'être examinée et réglée.
 - ii. **L'obligation redditionnelle** vis-à-vis des personnes concernées, à tous les niveaux de gouvernance : les politiques et programmes doivent être conçus munis de mécanismes efficaces pour garantir que les acteurs qui travaillent à différentes échelles (locale, nationale et mondiale) de l'extraction et de l'utilisation environnementale sont tenus de rendre des comptes aux personnes locales concernées.
 - iii. **La transparence** : les résultats et les bénéficiaires visés des interventions de développement et de conservation devront être communiqués de manière transparente à tous et devront être suivis et communiqués à intervalles réguliers.
 - iv. **La participation** : les groupes sociaux marginalisés devront être autonomisés et activement soutenus pour participer aux décisions concernant l'environnement.
 - v. **Le développement des capacités** : les personnes locales touchées par l'utilisation des ressources environnementales ne sont pas les seules à nécessiter un soutien pour participer de manière significative à la conception et à la mise en œuvre du programme. Les directeurs de programme eux-mêmes ont souvent besoin de soutien et de formation pour acquérir les compétences nécessaires au déroulement de processus efficaces, participatifs et inclusifs, et ils ont besoin de soutien pour gagner des compétences écologiques et sociales.
 - vi. **Reconnaître et récompenser la gestion locale** : la gestion des ressources environnementales par les personnes locales et leur contribution aux flux de biens et services environnementaux (sous de multiples formes) doit être adéquatement reconnue en amont du processus de décision et suffisamment récompensée. Les transferts conditionnels de liquidités et les ressources en nature sont un moyen d'y parvenir, mais doivent être étoffés par d'autres formes de reconnaissance et de récompense.
 - vii. **Les procédés d'adaptation et l'apprentissage** : De la même manière que la durabilité de l'utilisation des ressources est mesurée et surveillée au fil du temps, les impacts sociaux doivent être mesurés et suivis. Nous vivons dans un monde dynamique de changement perpétuel : de localités en évolution constante, d'événements et de pressions nationaux, régionaux et mondiaux qui ont des conséquences sur le plan local. Cela signifie que les arrangements institutionnels et de gouvernance pour l'accès aux ressources naturelles et leur utilisation doivent être fréquemment révisés, pour savoir notamment qui en bénéficie, et qui en fait les frais.

-
1. Raworth, K. (2012) 'A safe and just space for humanity: Can we live within the doughnut?' Oxfam Discussion Papers. Oxford: Oxfam. Cité par Dearing, J. (2018) 'Limits and thresholds: Setting global, local and regional safe operating spaces', chapitre 4 dans Schreckenberg, K., Mace, G. et Poudyal, M. (eds) *Ecosystem services and poverty alleviation: Trade-offs and governance*. Abingdon-on-Thames: Routledge (à venir).
 2. Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, Å., Chapin III, F.S., Lambin, E.F., Lenton, T.M., Scheffer, M., Folke, C., Schellnhuber, H.J., Nykvist, B., de Wit, C.A., Hughes, T., van der Leeuw, S.E., Rodhe, H., Sörlin, S., Snyder, P.K., Costanza, R., Svedin, U., Falkenmark, M., Karlberg, L., Corell, R.W., Fabry, V.J., Hansen, J., Liverman, D., Richardson, K., Crutzen, P. et Foley, J.A. (2009a) 'A safe operating space for humanity', *Nature* 461: 472-475.
 3. Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, Å., Chapin III, F.S., Lambin, E.F., Lenton, T.M., Scheffer, M., Folke, C., Schellnhuber, H.J., Nykvist, B., de Wit, C.A., Hughes, T., van der Leeuw, S.E., Rodhe, H., Sörlin, S., Snyder, P.K., Costanza, R., Svedin, U., Falkenmark, M., Karlberg, L., Corell, R.W., Fabry, V.J., Hansen, J., Walker, B., Liverman, D., Richardson, K., Crutzen, P. and Foley, J. (2009b) 'Planetary boundaries: Exploring the safe operating space for humanity', *Ecology and Society* 14: 32.
 4. Coulthard, S., McGregor, J.A. and White, C.S. (2018) 'Multiple dimensions of wellbeing in practice', chapitre 15 in Schreckenberg, K., Mace, G. and Poudyal, M. (eds) *Ecosystem services and poverty alleviation: Trade-offs and governance*. Abingdon-on-Thames: Routledge (à venir).
 5. Ibid.
 6. Rasolofoson, R., Nielsen, M.R. and Jones, J.P.G. (2018). 'The potential of the Global Person Generated Index for evaluating the perceived impacts of conservation interventions on subjective well-being', *World Development* 105: 107-118.
 7. Voir Encadré 2.2 dans Dawson, N., Coolsaet, B. et Martin, A. (2018) 'Justice and equity: Emerging research and policy approaches to address ecosystem service trade-offs', chapitre 2 dans Schreckenberg, K., Mace, G. et Poudyal, M. (eds) *Ecosystem services and poverty alleviation: Trade-offs and governance*. Abingdon-on-Thames: Routledge (à venir).

Ecosystem Services for
Poverty Alleviation (ESPA)
Argyle House, Level D
3 Lady Lawson Street
Edimbourg
EH3 9DR
Royaume-Uni

E-mail : support@espa.ac.uk
Tél. : +44 0131 650 9027
@espadirectorate

www.espa.ac.uk



A research programme co-funded by DFID, NERC & ESRC

